



ASSEMBLÉE NATIONALE

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 250
(Privé)

Loi modifiant la Charte de la ville de Québec

Présentation

Présenté par
M. Jean Leclerc
Député de Taschereau



Éditeur officiel du Québec
1987

Projet de loi 250

(Privé)

Loi modifiant la Charte de la ville de Québec

ATTENDU que la ville de Québec a intérêt à ce que sa charte, le chapitre 95 des lois de 1929 et les lois qui la modifient, soit de nouveau modifiée;

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1. L'article 21 de la Charte de la ville de Québec (1929, chapitre 95), remplacé par l'article 2 du chapitre 86 des lois de 1969, modifié par l'article 6 du chapitre 46 des lois de 1985 et par l'article 833 du chapitre 57 des lois de 1987, est modifié par le remplacement du paragraphe *d* par le suivant:

«*d*) quiconque a, directement ou indirectement, par lui-même ou par son associé, un contrat avec la ville autre que son contrat de fonctionnaire ou d'employé; n'est pas considérée et n'a jamais été considérée un contrat avec la ville l'acceptation ou la réquisition de services ou l'acquisition de biens mobiliers offerts au public suivant un tarif établi, par enchère ou soumissions publiques ou l'acquisition d'immeubles aliénés par la ville conformément aux dispositions qui la régissent en matière d'aliénation d'immeubles.».

2. L'article 336*a* de cette charte, édicté par l'article 39 du chapitre 86 des lois de 1969, modifié par l'article 13 du chapitre 97 des lois de 1974 et par l'article 16 du chapitre 54 des lois de 1976, est modifié:

1° par le remplacement du premier alinéa par le suivant:

«Lorsqu'un immeuble est dans un état tel qu'il peut mettre en danger la vie ou la santé des personnes ou lorsqu'un bâtiment est inoccupé et se trouve dans un état tel qu'il ne puisse être habité ou occupé, ou a perdu la moitié de sa valeur, un juge de la Cour supérieure peut, sur requête de la ville présentée même en cours d'instance, enjoindre au propriétaire de l'immeuble ou à toute autre personne qui en a la garde de procéder, dans le délai qu'il fixe, à l'exécution des travaux qu'il détermine ou à la démolition d'un bâtiment et ordonner qu'à défaut de ce faire dans ce délai la ville pourra exécuter ces travaux ou procéder à cette démolition aux frais du propriétaire du bâtiment.»;

2° par l'addition, à la deuxième ligne du deuxième alinéa, après le mot «ville» des mots «à exécuter ces travaux ou»;

3° par le remplacement, à la première ligne du troisième alinéa, des mots «du bâtiment» par les mots «de l'immeuble»;

4° par l'addition, à la quatrième ligne du troisième alinéa, après le mot «ville» des mots «à exécuter ces travaux ou»;

5° par le remplacement, à la troisième ligne du quatrième alinéa, des mots «le bâtiment» par les mots «l'immeuble»;

6° par l'addition, à la première ligne du sixième alinéa, après le mot «pour», des mots «l'exécution des travaux ou».

3. L'article 386 de cette charte, modifié par l'article 2 du chapitre 85 des lois de 1966-1967, est modifié par l'addition de l'alinéa suivant:

« Aux fins du premier alinéa, le conseil peut, par règlement, établir une terminologie ainsi que des règles de rédaction, de citation et de publication des règlements refondus; il peut également établir dans ce règlement toutes les règles nécessaires relativement à l'entrée en vigueur des règlements refondus et prévoir les mécanismes de leur mise à jour annuelle de façon à ce que la refonte soit permanente. ».

4. Cette charte est modifiée par l'addition de l'article suivant:

«452. Malgré l'article 116 de la Loi sur la Communauté urbaine de Québec (L.R.Q., chapitre C-37.3), la ville peut, avec l'autorisation du ministre de l'Industrie et du Commerce:

a) acquérir, de gré à gré ou par expropriation, des immeubles pour fins industrielles;

b) vendre, louer ou autrement aliéner, pour fins industrielles ou commerciales, un immeuble acquis en vertu du paragraphe *a*;

c) lorsqu'un immeuble acquis en vertu de l'un quelconque de ses pouvoirs, y compris un immeuble acquis en vertu de l'article 453*a*, peut être utilisé plus adéquatement à des fins industrielles, le vendre, le louer ou autrement l'aliéner pour fins industrielles, aux conditions qu'elle détermine;

d) lorsqu'un immeuble acquis en vertu du paragraphe *a* ne peut être utilisé adéquatement à des fins industrielles ou commerciales, l'utiliser ou en disposer à d'autres fins.

Si la ville reprend un immeuble vendu, loué ou autrement aliéné en vertu des paragraphes *b* et *c* du premier alinéa en vue de protéger sa créance ou d'exercer certains privilèges contenus au contrat, elle peut ensuite en disposer aux mêmes fins que celles prévues au présent article.

La ville n'est pas assujettie à la Loi sur les immeubles industriels municipaux (L.R.Q., chapitre I-0.1).

Pour les fins du paragraphe *a*), l'autorisation du ministre des Affaires municipales est requise. ».

5. L'article 453 de cette charte, remplacé par l'article 29 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié:

1° par le remplacement du deuxième alinéa du paragraphe 2, par le suivant:

« Dans le cadre de travaux de construction ou d'aménagement de rues, trottoirs, parcs ou places publiques, la ville peut, en outre, imposer, par expropriation, toutes les servitudes perpétuelles ou temporaires requises, notamment:

a) la servitude de non-accès à l'un de ses immeubles;

b) la servitude de ne pas bâtir, interdisant d'ériger ou de rebâtir aucune construction sur une parcelle de terrain désignée. »;

2° par l'addition du paragraphe suivant:

« 3. La ville est autorisée à acquérir, de gré à gré ou par expropriation, tout immeuble, partie d'immeuble, servitude ou droit réel immobilier aux fins d'effectuer un réaménagement urbain lorsque le morcellement des terrains, l'existence d'un réseau inadéquat de rues

et de ruelles, le vieillissement ou l'état d'entretien des bâtiments ou un usage non conforme aux règlements ou à un plan d'aménagement du territoire ne permet pas une utilisation rationnelle du territoire. ».

6. L'article 453*c* de cette charte, remplacé par l'article 32 du chapitre 61 des lois de 1984 et modifié par l'article 142 du chapitre 27 des lois de 1985, est modifié par le remplacement du deuxième alinéa par le suivant :

« La ville est aussi autorisée à demander la constitution d'une corporation sans but lucratif ayant pour objet l'exercice des pouvoirs attribués à la ville au premier alinéa. Cette corporation peut également exercer les pouvoirs des corporations visées par les articles 453*b* ou 453*d*. ».

7. L'article 453*g* de cette charte, édicté par l'article 4 du chapitre 89 des lois de 1982 et modifié par l'article 34 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par le remplacement du paragraphe 44 par le suivant :

« 44. Aux fins du présent article, l'expression « place d'affaires » comprend tout local ou établissement, inscrit au rôle de la valeur locative, où s'exerce une activité économique ou administrative en matière de finance, de commerce, d'industrie ou de services, un métier, un art, une profession ou toute autre activité constituant un moyen de profit, de gain ou d'existence, que cete activité soit exercée à des fins lucratives ou non, sauf un emploi ou une charge. ».

8. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 540, du suivant :

« **541.** La ville possède tous les pouvoirs requis pour exécuter les devoirs et obligations relatifs au développement, à la protection ou à la mise en valeur de l'arrondissement historique de Québec qui lui sont imposés dans une convention à laquelle sont parties la ville de Québec et le gouvernement du Québec, ou l'un de ses ministères, organismes ou mandataires. ».

9. L'article 545*d* de cette charte, édicté par l'article 40 du chapitre 61 des lois de 1984 et modifié par l'article 36 du chapitre 116 des lois de 1986, est modifié par le remplacement, à la deuxième ligne du premier alinéa, des mots « de déneigement » par les mots « d'entretien de la voie publique ».

10. L'article 546*b* de cette charte, remplacé par l'article 19 du chapitre 97 des lois de 1974 et modifié par l'article 42 du chapitre 61 des lois de 1984, est modifié par l'addition, à la fin du cinquième alinéa, des mots suivants: « Le juge ou le greffier qui rend un tel jugement par défaut le signe ou bien y appose ou y fait apposer sa signature au moyen d'un appareil mécanique. ».

11. Cette charte est modifiée par l'addition, après l'article 556, du suivant:

« **556a.** La Loi sur les relations du travail la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction (L.R.Q., chapitre R-20) ne s'applique pas aux travaux d'entretien, de rénovation, de réparation et de modification exécutés par des employés salariés embauchés directement par la ville. ».

12. Sous réserve de l'article 8 du chapitre 66 des lois de 1963, la partie III de la Loi sur les compagnies (L.R.Q., chapitre C-38), particulièrement les dispositions relatives à la dissolution, régit « La Corporation de l'Hôpital Civique de Québec ».

13. Le contrat intervenu le 1^{er} mai 1986 entre la ville de Québec et Val-Pert Inc., devant le notaire Richard Trudel, sous le numéro 2167 de ses minutes et enregistré au bureau d'enregistrement de Québec le 9 mai 1986, sous le numéro 1 184 509, est ratifié.

14. Le seul vice de titre couvert par l'article 13 consiste dans le fait que la ville de Québec pouvait ne pas avoir le pouvoir d'acquérir à des fins industrielles les immeubles acquis en vertu de ces contrats.

Le greffier de la ville fait enregistrer, par dépôt, au bureau de la division d'enregistrement de Québec, l'article 13 de la présente loi. Le registrateur de la division d'enregistrement de Québec inscrit en marge des actes ratifiés par l'article 13 la mention « ratifié par les dispositions législatives enregistrées sous le numéro... ».

15. La ville de Québec peut, pour ses exercices financiers de 1988, de 1989 et de 1990, accorder une réduction du montant de taxe d'affaires payable pour une place d'affaires.

À cette fin, l'article 237 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) s'applique à la ville avec les adaptations suivantes:

1° dans la première ligne du premier alinéa, « Lorsque le taux de la taxe d'affaires excède 15%, la » est remplacé par « La »;

2° dans la quatrième ligne du premier alinéa, le « double de » est remplacé par :

a) « une fois et tiers », pour l'exercice de 1989;

b) « les deux tiers de », pour l'exercice de 1990;

3° dans la première ligne du paragraphe 1° du deuxième alinéa, « 5 % » est remplacé par « 3 % »;

4° dans la première ligne du sous-paragraphe *a* du paragraphe 2° du deuxième alinéa, « 1 500 \$ » est remplacé par « 900 \$ »;

5° dans la deuxième ligne du sous-paragraphe *b* du paragraphe 2° du deuxième alinéa, « 10 % » est remplacé par « 8 % ».

16. La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*) sauf l'article 1 qui entre en vigueur le 1^{er} janvier 1988.